

LE VIETNAM À L'HEURE DES DÉCISIONS

L'économie vietnamienne est en chute libre; le Canada pourrait contribuer à la réinsertion graduelle du Vietnam dans le système international.

PAR GÉRARD HERVOUET

À LA QUESTION : « QUELLE EST selon vous la plus grave menace à laquelle doit faire face le Vietnam? », le colonel du *Quan Doi Nhan Dan* (journal de l'armée) n'hésite pas et répond : « Le sous-développement! ».

Dans la capitale Hanoï, accablée par la touffeur du mois de juillet 1987, la priorité est en effet à l'économie. La plus grande bataille se situe désormais sur le front intérieur. Les menaces aux frontières demeurent, mais l'on cherche à banaliser le conflit au Kampuchéa tout en minimisant les combats sporadiques qui perdurent à la frontière chinoise.

L'extrême sous-développement du Vietnam est affligeant; la misère est d'autant plus vive qu'elle est contenue et digne. La fierté vietnamienne inhibe les plaintes et les visiteurs occidentaux sont souvent perturbés en croisant les regards de détresse ou de mépris. Le Vietnam figure parmi les vingt pays les plus démunis dans le monde. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé en 1985 que le revenu annuel *per capita* était d'environ 160 \$ US. L'agriculture parvient à peine à couvrir les besoins alimentaires en riz et cela encore parce qu'il y eut une bonne récolte en 1986. Les statistiques sont toutefois relatives car l'auto-suffisance actuelle est, dit-on calculée selon des niveaux de consommation nettement inférieurs aux besoins, niveaux imposés par le rationnement et la faiblesse du pouvoir d'achat. Comme l'a souligné récemment le président de la Commission de planification, M. Vo Van Kiet, la production de riz stagne à 18 millions de tonnes depuis trois ans alors que la population augmente de plus d'un million par an. Dans ces conditions, il n'est pas difficile de croire les rapports selon lesquels on meurt parfois de faim au Vietnam.

Au mois de décembre 1986, le sixième Congrès du Parti commu-

niste vietnamien n'a pas hésité à révéler l'échec des politiques mises en place depuis 1975. Le constat est accablant :

« L'incapacité de remplir un nombre d'objectifs majeurs du dernier plan quinquennal a affecté tous les aspects de l'activité économique... En règle générale, la capacité des entreprises n'a été utilisée qu'à moitié. Les ressources naturelles de notre pays ont été gaspillées... L'environnement est en voie de destruction. »

Les rapports du sixième Congrès notent par ailleurs que des millions de travailleurs sont sans emploi ou sous-employés et qu'il « existe en milieu rural (plus de 80 p. 100 de la population) une grande pénurie de biens de première nécessité et de médicaments ». Les conditions d'hygiène et de santé sont par ailleurs très dures; on rapporte ainsi qu'à Hô Chi Minh-Ville (autrefois Saigon) 195 000 maisons n'ont pas d'eau, 120 000 disposent d'aucune installation sanitaire et plus de 100 000 n'ont pas d'électricité.

Aucun officiel vietnamien ne cherche à dissimuler la situation : « Nous manquons de tout, il nous faut du papier, des livres, des tracteurs, des engrais... Nous savons que notre pays est riche, le potentiel est énorme mais comment s'attaquer à tous les problèmes à la fois? ».

L'HEURE EST À L'AUTO-CRITIQUE À Hanoï, le Parti est reconnu responsable des objectifs mal définis, des choix erronés ou des décisions trop hâtives mais surtout, disent nos interlocuteurs, comment transformer une société civile, comment réorganiser une administration où personne ne veut prendre la moindre responsabilité, comment résoudre les problèmes de l'indiscipline à tous les niveaux de la société?

Ce qui est plus grave, ce sont les « manifestations négatives » de la population, il faut entendre par là les tendances anti-socialistes de la

population et la crise de confiance à l'endroit des dirigeants. Au-delà des apparences et malgré le contrôle très strict de la population, le gouvernement ferme les yeux sur bon nombre de pratiques douteuses, corruption, marché noir, ou encore rétention de produits médicaux, puisqu'elles permettent en fin de compte à la population de tolérer des conditions de vie particulièrement difficiles.

POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ À cette situation? Le discours officiel n'est pas indulgent envers le Parti. M. Truong Chinh, leader historique et secrétaire général déclarait sans ambiguïté lors du sixième Congrès que l'échec des réformes économiques était attribuable « par dessus tout au comité central, au bureau politique et au gouvernement ».

Contrairement aux autres pays du camp socialiste, le Parti communiste vietnamien n'a jamais été véritablement secoué par des purges sanglantes ou marqué par des antagonismes ouverts entre factions rivales. Les appareils du Parti et de l'État ont toutefois introduit depuis un an plusieurs réformateurs, le plus notable d'entre eux étant M. Vo Van Kiet placé en cinquième position dans la hiérarchie du Parti. Les nouveaux technocrates n'ont toutefois qu'une faible marge de manoeuvre puisque les professions de foi pour le maintien de la construction du socialisme tempèrent la possibilité de changements plus fondamentaux. En outre, la moyenne d'âge de la nouvelle direction du Parti communiste vietnamien demeure supérieure à soixante-dix ans si bien que le Parti ne reflète en aucune façon une société dont la population est extrêmement jeune (plus de 50 p. 100 de moins de 20 ans), une société dont les adultes demeurent profondément traumatisés par les guerres successives alors que les plus jeunes, avides de consommation, considèrent avec craintes et scepticisme les nouveaux conflits.

De la même façon qu'il ne parvient pas à contrôler la croissance

démographique d'une population qui a doublé de 1955 à 1980, le Vietnam a mal absorbé la conquête du Sud. Les écarts de développement entre le Nord et le Sud étaient trop importants pour être comblés par une simple volonté politique. Épurée, rééduquée, rectifiée, la population du Sud continue malgré tout à faire preuve de plus de dynamisme que celle du Nord. L'intégration du Sud n'a en aucune façon fait disparaître d'anciennes rivalités ou encore les cicatrices d'une guerre civile plus récente. Les spartiates du Nord n'oublient pas facilement avoir tout enduré pour « libérer » leurs frères du Sud dont les privations n'étaient que bien légères en comparaison des conditions de vie du Nord Vietnam.

ENFIN ET CERTAINEMENT, UNE DES raisons les plus fondamentales de la dégradation de l'économie vietnamienne demeure le conflit au Kampuchéa aggravé du différend avec la Chine. Depuis 1979, l'intransigeance vietnamienne, dans son refus d'accepter la moindre concession pour un règlement de la situation au Kampuchéa, lui coûte très cher. La coalition anti-vietnamienne qui réunit bien d'étranges partenaires comme la Chine, l'Association des États de l'Asie du Sud-Est, le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD), de nombreux pays d'Europe occidentale, les États-Unis et le Canada s'emploient à faire monter les enchères. L'enjeu pour le Vietnam est devenu trop élevé pour qu'il soit maintenant en mesure de reculer. En fait, le Vietnam a déjà enregistré ses pertes les plus lourdes et le prix de l'occupation au Cambodge peut se ventiler de la façon suivante : suspension de l'aide chinoise, refus de l'aide et embargo commercial de la part des États-Unis, suspension ou diminution de l'aide des autres pays occidentaux, suspension des prêts des organismes internationaux, pertes